

# L'imprévisible, notre territoire fertile

*Un texte de Jorge Valadas, écrit pour un débat à Porto les 26-27 avril 2014*

*Jorge Valadas est né à Lisbonne en 1945. Déserteur de l'armée coloniale portugaise, il s'est réfugié à Paris où il vit depuis 1967*

## I.

Les commémorations sont des activités peu séduisantes pour les partisans de l'émancipation sociale. Elles sont organisées et animées par ceux qui interprètent le passé selon leurs intérêts et leurs projets. Les commémorations c'est le culte d'un passé mort, exposé à la lumière du réalisme du présent. L'ordre du présent est ainsi présenté comme le couronnement d'une logique qui traverse les temps, l'accomplissement du passé dont les maîtres d'aujourd'hui les garants.

Le passé qui nous intéresse est celui qui était porteur d'un autre futur, de possibles, non un passé qui sert de justification au présent tel qu'il est, inévitable, définitif, indépassable. Notre passé à nous est un passé qui n'est pas passé, qui est toujours là, actuel.

Les commémorations du 25 avril 1974 sont une mise en scène de la mémoire officielle, qui est, comme dans toutes les sociétés, une construction des vainqueurs, des maîtres du pouvoir. Elle est, en réalité, la mémoire d'une autre date. Celle du 25 novembre 1975, le deuxième coup militaire qui a rétabli les conditions de fonctionnement de la démocratie parlementaire, de la normalisation de la vie politique institutionnelle. Imposé le cadre juridique des libertés formelles et de l'exploitation capitaliste, le respect de la propriété privée et de la vie encadrée par les déterminismes de l'économie. Ceci est d'ailleurs aujourd'hui officiellement reconnu par les hommes du pouvoir. « O 25 de Abril original é o início de um projecto de democratização da sociedade portuguesa (...) é ja um projecto de democracia, mas claro que esta só começa quando o período subsequente (o PREC) é vencido. Mas não existiria 25 de Novembro sem o 25 de Abril. » (1). À force de propagande et d'oubli, la mémoire populaire du 25 avril s'est finalement identifiée à ce mythe officiel de la liberté marchande, de la démocratie, de la délégation permanente de pouvoir à une caste politique.

On le sait, la majorité des militaires putschistes du 25 avril n'envisageaient au départ qu'une modernisation du vieux régime et la mise en place d'un projet néo-colonialiste de par leur place dans la société, il aurait été difficile de leur demander autre chose. En intervenant directement sur les événements, les classes populaires ont dépassé le scénario prévu, forçant les militaires à modifier leurs plans et à suivre tant bien que mal le mouvement populaire. Les manifestations de rue et attaques contre les sbires de l'ancien régime ont très vite dérivé sur des grèves et des occupations d'entreprises, sur l'épuration des patrons et cadres liés à l'ancien régime, des expropriations par les salariés agricoles des grands latifundia du sud du pays, la constitution de coopératives de production et des tentatives d'autogestion. La forte opposition populaire à la poursuite de la guerre coloniale a provoqué des mutineries dans les casernes et l'effritement de la hiérarchie militaire. La radicalisation inattendue des luttes non prévues s'est rapidement confrontée à la stratégie politique du parti communiste. Lequel, à peine sortie de la clandestinité, avait intégré le gouvernement provisoire mis en place par les militaires. L'ampleur du mouvement social, son énergie spontanée, a favorisé l'éclosion de l'auto-organisation et l'apparition d'un projet indépendant de tonalité autogestionnaire qui s'oppose à celui, autoritaire, de nature capitaliste d'État, programmé et encadré par le parti communiste. Pendant des longs mois d'agitation

sociale — période qui s'achèvera justement avec le 25 novembre 1975 —, ces deux courants vont s'affronter, entre eux, mais aussi avec les forces qui défendent localement l'ordre du capitalisme privé. À la tête desquelles se trouve le parti socialiste portugais, allié avec la hiérarchie militaire, activement assisté par les gouvernements européens et étatsuniens.

Soutenir que la mémoire du 25 avril est une construction en partie mensongère et mythifiée, c'est rappeler qu'elle passe sous silence – ou la présente de façon altérée — la dimension spontanée des mouvements sociaux indépendants, des pratiques auto-organisatrices et de démocratie directe, qui ont caractérisé la période de subversion sociale vécue après le coup militaire.

Malgré la puissance de ce mouvement et l'intensité de ces affrontements, le mythe s'est soudé sur la chape de l'oubli et sert de grille d'interprétation au présent. Ainsi, entre autres, ce sous-mythe qui continue à courir aujourd'hui, l'idée selon laquelle la rupture avec l'ancien régime autoritaire et colonialiste fut l'œuvre généreuse des militaires. Il faut ici rappeler que cette vision est tributaire des vicissitudes de l'histoire portugaise depuis un siècle, marquée par de récurrentes interventions de l'institution militaire dans la vie politique d'une bourgeoisie faible. Et c'est ainsi que, dans la situation actuelle de désespoir, « la parole populaire » se plait à nouveau à spéculer sur un possible nouveau coup d'État capable de mettre un terme à une situation devenue insupportable. Spéculations qui ignorent les modifications du cadre historique, la soumission du pays aux institutions européennes et l'affaiblissement de la caste militaire. Qui expriment, de fait, l'impuissance et le manque d'espoir dans l'affirmation d'une collectivité de lutte.

La crise actuelle, l'austérité et l'appauvrissement social, ont pourtant sensiblement endommagé cette construction de mémoire officielle. D'autres aspects du 25 avril, qu'on croyait enfouis dans l'inconscient collectif, broyés par l'oubli, ont ressurgi dans une situation nouvelle, les aspirations d'égalité et de justice sociale ainsi que le rejet de la politique institutionnelle. Significatif, est le fait que Grandola, vila morena, soit redevenu référence de fraternité et de désir de justice sociale, contre les politiques d'intensification de l'exploitation, contre l'inégalité sociale et la corruption généralisée de la vie politique.

## II.

Une jeune cinéaste française a récemment réalisé un film sur une des luttes radicales de la période révolutionnaire, chez Sogantal, une entreprise du textile (2). Après la fuite du patron (français), les jeunes ouvrières avaient occupé l'usine et essayé de la faire fonctionner de façon autogérée. Dans la localité où se sont déroulés les faits, la cinéaste découvre avec étonnement une absence de mémoire de l'événement. Montijo, bourgade ouvrière, est aujourd'hui une place forte du PCP où la mémoire de cette grande grève autogestionnaire fut tout simplement effacée de la propagande syndicale et de parti. Voilà comment ces organisations bureaucratiques construisent, elles aussi, une histoire conforme à leurs intérêts. Il ne s'agit pas d'absence de mémoire sur des grèves ou mouvements menés par le syndicalisme révolutionnaire de 1912 ou 1920... mais d'une lutte qui s'est déroulée il y a 40 ans. Les protagonistes vivent toujours sur place, mais l'oubli s'est imposé comme carte d'entrée dans la modernité normalisée.

Le processus d'amnésie sociale est complexe. Il s'enracine dans la reproduction même du système capitaliste. Dans le cas portugais, des circonstances spécifiques participent de cette fabrication de l'effacement de mémoire. Il y a eu, tout d'abord, le travail répressif du fascisme salazariste sur l'histoire sociale du début du XXe siècle, haute période de l'activité syndicaliste révolutionnaire et anarchiste. Puis, la grande rupture de l'émigration de masse, mouvement qui efface passés, mémoires, vécus. Enfin, surtout, le fulgurant processus de

l'intégration européenne, de l'aliénation marchande, l'idée ensorceleuse selon laquelle on entrait dans une nouvelle époque d'aisance pour tous. Un présent moderne où le passé pauvre est occulté, où le futur n'est qu'un présent éternel, fondé sur l'aliénation de l'« avoir », de l'accès à la consommation, fût-ce par le recours au crédit.

Puis, en quelques années, la violence de l'attaque contre les conditions de vie des salariés et classes populaires, les effets dévastateurs de la crise, ont remis brutalement en question cette promesse d'avenir radieux. La peur du retour à la pauvreté d'antan a des conséquences paralysantes. Ce qui peut expliquer, en partie tout au moins, l'atonie, la résignation fataliste et le manque d'énergie de la société portugaise au présent. Le chômage de masse et la dégradation rapide des conditions de vie de la majorité de la population ont emporté également l'illusion de la fameuse « classe moyenne », dont l'avènement avait été présenté comme la marque de fabrique de la modernisation européenne. Les membres de cette « classe moyenne », la jeunesse éduquée en particulier, sont désormais forcés de prendre le chemin de toujours, celui de l'émigration, preuve irréfutable de sa condition prolétaire. L'ancestrale figure élitiste du « docteur » est noyée par le tsunami de l'effondrement économique.

La société portugaise est aujourd'hui différente de celle qui étouffait dans le cadre juridique et politique du régime autoritaire salazariste, aux prises avec une guerre coloniale. Sa fragilité actuelle est, évidemment, aussi le résultat de ce passé. Mais la crise profonde qui la traverse a peu à voir avec le salazarisme d'antan et est pour beaucoup assujettie au mouvement du capitalisme global. Le fascisme portugais et la guerre coloniale, faits historiques complémentaires, furent des épisodes tardifs dans le parcours d'une société pauvre et avec un devenir capitaliste fragile. L'intégration européenne lui a apporté une assistance respiratoire, mais au prix d'une aggravation de ses faiblesses. Car cette intégration a achevé la destruction du maigre tissu productif, agricole, industriel. Et on retrouve le fil du processus de décadence d'un des plus anciens États nation de l'Europe occidentale, dont l'histoire fut, depuis la perte du Brésil au début du XIXe siècle, une succession de désastres et faillites.

À contre-courant de cette décadence, des courants et des mouvements culturels et politiques se sont affirmés dans la société portugaise au cours des deux derniers siècles et qui ont exprimé des valeurs cosmopolites, modernes, universelles, parfois même internationalistes. La revendication d'un fédéralisme ibérique, par exemple, fut une idée relativement neuve, contre la médiocrité du nationalisme étouffante. Deux moments forts de l'action collective subversive ont marqué l'histoire moderne de cette vieille société aux fondations fragiles. Le syndicalisme révolutionnaire du début du XXe, qui a donné le coup de grâce au régime monarchique et permis l'implantation de la République, et, soixante ans plus tard, l'élan subversif autonome et « apartidaire » de l'après 25 avril 1974, qui a mis à bas le régime fasciste et mis une fin nette à la barbare aventure coloniale.

### III.

La nouveauté dans la situation actuelle réside dans le fait que certaines mobilisations des dernières années contre les politiques d'austérité expriment — pour la première fois depuis les années de la révolution portugaise de 1974-75 — le frémissement d'un esprit et d'une action indépendance. Bien sûr, des militants d'organisations politiques sont présents et actifs dans ces mobilisations. Mais ce qui les caractérise est le fait qu'elles se font hors des stratégies des partis et des syndicats de gauche, à la suite d'appels réalisés dans les « réseaux sociaux » par des activistes qui ne parlent qu'en leur propre nom. En novembre 2010, lors d'une des premières grèves générales de la période récente, un regroupement d'individus et de collectifs, anarchistes, indépendants, autonomes, radicaux d'origines diverses unifiés par un positionnement anticapitaliste, a marqué sa présence dans les manifestations de rue, à Lisbonne. Pour la première fois depuis les années 1974-75, comme

l'écrit un collectif qui fut partie prenante de cette initiative, la gauche n'était plus « l'horizon politique ultime de l'écrasante majorité des personnes qui sortaient dans les rues pour protester » (3). Son cadre protestataire réformiste était mis en question.

Les organisations de la gauche, surtout la CGTP d'obédience communiste, ont immédiatement compris que leur hégémonie était menacée par l'action politique autonome, par le microbe « de la fièvre radicale ». Dans un premier temps, le service d'ordre de la CGTP est allé jusqu'à encercler dans la rue ces quelques centaines de manifestants qui revendiquaient l'action collective indépendante, les livrant à la police. Mais l'évolution de la situation, l'amplification du mécontentement et de la rage populaire contre les successives mesures d'austérité, a rendu hasardeuse la poursuite de telles tactiques. Non seulement le petit cortège anticapitaliste s'est renforcé au cours des manifestations suivantes, mais ce furent bientôt les organisations de gauche qui ont été forcées de faire profil bas, leurs militants intégrant de façon individuelle les manifestations organisées à l'appel des réseaux sociaux.

L'état actuel de la conscience sociale évolue parallèlement à ces mobilisations, avec des hauts et des bas. Il y a, d'une part, la conscience que la situation est nouvelle, que la crise économique est réelle et durable. L'idée selon laquelle on vivrait un moment passager est désormais révolue et il est difficile de soutenir qu'on va pouvoir revenir à la situation « normale » du passé... Cette vision plus lucide est aussi source de paralysie. Car comment faire ? Il y a une classe politique décrédibilisée et l'illusion de l'alternative politique a fait long feu. D'autre part, les propositions syndicales – grèves générales à répétition et manifestations enterrement – sont mollement suivies, faute de mieux. Alors qu'il est devenu manifeste qu'elles ne parviennent pas, tant soit peu, à infléchir les politiques en cours. Le fait est que les énormes manifestations indépendantes des dernières années n'ont pas généré de nouvelles pratiques et formes d'organisation. Probablement, car elles expriment l'ambiguïté de ce moment transitoire. Il y a, à la fois, une conscience que les vieilles recettes de la politique et du syndicalisme sont inopérantes dans la nouvelle situation et une paralysie de la pensée et de l'action, l'incapacité à faire du neuf.

Sur le terrain de vie sociale en revanche, on peut néanmoins déceler une timide et ponctuelle renaissance de l'activité d'auto-organisation, d'association. Celle-ci a de vieilles racines dans l'histoire portugaise et a constitué un des piliers des organisations anarchistes et syndicalistes révolutionnaires du début du siècle dernier, pour être ensuite reprise par le parti communiste. Combattu par le fascisme, l'esprit associatif fut finalement terrassé par l'individualisme et l'égoïsme de l'euphorie marchande démocratique. Aujourd'hui, il s'agit avant tout de construire des collectivités capables de recréer une sociabilité et de faire face aux problèmes pratiques de survie, logement, santé, alimentation. Ce qui n'ouvre évidemment pas sur un projet de refonte globale de la société. Mais, dans une société vidée d'énergie de lutte et soumise aux catégories fétiches et déterministes de « la crise », l'affirmation d'initiatives, indépendantes de l'État et des organisations politiques et syndicales qui raisonnent en termes d'aide d'État, est essentielle.

Au cours des dernières années, il y a eu (à Porto, Lisbonne, Setubal ...) quelques cas d'occupation d'espaces et de maisons, dans le but de créer des lieux collectifs, des centres sociaux. L'expérience la plus importante et riche fut sans doute celle de l'occupation par de jeunes activistes de l'école abandonnée de Fontinhas (Porto), en 2011. Un an plus tard, l'expulsion des lieux par la police a rencontré une forte résistance montrant que l'occupation s'était enracinée dans la vie du quartier. A contrario, on remarquera l'inexistence d'un mouvement d'occupation de logements vides – il y a plus de 750 000 logements libres dans le pays et le nombre des sans-abri augmente sans cesse –, ainsi que d'opposition aux expulsions pour endettement. De même, jusqu'à aujourd'hui, on n'a pas constaté d'expropriations collectives de biens alimentaires dans les grandes surfaces, comme celles organisées en Espagne, alors même que la faim est de retour dans les zones urbaines et rurales et que les organismes de charité alimentaire se disent débordés par la demande.

L'impuissance des grèves générales bureaucratiques successives incite également à passer à d'autres formes d'action. Lors de la grève générale de juin 2013, des piquets de grévistes et de jeunes ont cherché à fermer des commerces de luxe dans le centre de Lisbonne et, à Lisbonne toujours, un groupe important de manifestants a quitté le cortège syndical pour tenter de bloquer une autoroute de sortie de la ville. L'intervention policière y fut démesurée, plus de 200 personnes furent arrêtées et entraînés dans une grossière manipulation policière et médiatique à la sauce « anti-terroriste », qui s'est vite dégonflée devant la justice. La direction de la CGTP s'est alors empressé de se désolidariser des manifestants pour préserver son image respectueuse de l'ordre. Enfin, toujours lors de la grève de juin 2013, des actions de solidarité ont été organisées à Porto afin de soutenir quelques rares travailleurs de grandes surfaces, sanctionnés pour avoir participé à la grève. Là aussi, la bureaucratie syndicale a montré sa nature, s'opposant aux actes de solidarité, lesquels, selon elle, « n'aident pas à résoudre les problèmes des travailleurs » (4). Dans un océan de passivité, de résignation et de fatigue, ces petits signaux de résistance indiquent néanmoins un changement d'attitude dans des secteurs minoritaires des travailleurs et de la jeunesse.

#### IV.

Sur le moment, pour celles et ceux qui les ont vécus, les événements de 1974-75 semblaient avoir une portée plus subversive qu'ils n'en avaient réellement. Cet écart entre les possibles et la réalité ne peut se mesurer que dans le feu de l'action. Puis, la réalité s'impose sur le possible, transforme l'optimisme de la période de subversion en pessimisme pour les temps « réalistes ». Un pessimisme qui sera aussi exagéré, qui le fut l'optimisme. En fait, ce n'est qu'à posteriori qu'une révolution apparaît comme impossible.

Notre histoire personnelle fait partie de ce mouvement contradictoire de désirs et de frustrations, nos vies se sont construites dans ce processus dialectique d'avancées et de reculs. Aujourd'hui, par respect pour ce vécu, nous devons d'établir une continuité, une filiation, entre le passé le présent, transformer le pessimisme en lucidité et arme de la critique.

Quarante ans après le 25 avril, la société portugaise se trouve à nouveau devant un tournant. Le 25 avril a confirmé que la forme fasciste de domination politique avait fait son temps, qu'elle n'était plus adaptée aux besoins des nouvelles formes d'exploitation qui, lentement, mais progressivement, s'étaient installées dans le pays depuis la fin de la Deuxième Guerre. Car, dans le capitalisme, les formes de pouvoir politique cherchent constamment à correspondre aux formes d'exploitation du travail. Aujourd'hui, les conditions de la crise sont en passe de déstructurer, précariser, flexibiliser, le précédent cadre juridique du salariat, qui constitue l'assise du système démocratique. Le consensus entre les classes, la négociation, la cogestion et le compromis sont, peu à peu, remplacés par la violence des rapports de force dans le monde du travail et dans la vie sociale. Introduisant de nouvelles formes de pouvoir politique, moins consensuelles et plus ouvertement autoritaires. L'État démocratique change de visage, durcit sa nature, glisse vers un mode de fonctionnement dictatorial. Au Portugal comme partout ailleurs, l'appauvrissement social s'accompagne d'une augmentation de la violence, sur les lieux de travail et dans la vie sociale.

Cette tendance générale à l'autoritarisme du pouvoir politique va de pair avec une crise du système de représentation, qu'on constate partout dans les vieilles sociétés démocratiques. La délégation permanente de pouvoir, dans un cadre parlementaire, apparaît de plus en plus comme vide de contenu, une couverture à la corruption généralisée qui gangrène les castes politiques et leur dépendance directe des centres du pouvoir économique. C'est aussi le cas dans la société portugaise, laquelle est passée en quarante ans, de la

découverte enthousiaste de l'électorisme à la rude désillusion de la représentation démocratique. Le chemin parcouru est illustré par l'élévé taux d'abstention aux élections, qui a pratiquement doublé de 1974 à aujourd'hui.

Néanmoins, il faut souligner que — et au contraire de ce qui se passe en Grèce — la période actuelle de profonde crise sociale sans perspectives politiques nouvelles n'a pas favorisé l'émergence d'idéologie fasciste, ni même l'attente de l'homme providentiel. Le salazarisme reste une référence honnie, même si, de façon ponctuelle et superficielle, des propos populaires peuvent se référer à cette longue période autoritaire comme une époque finalement « moins mauvaise » que le présent. La faillite du projet démocratique est celle du mode de représentation, plus que la désillusion sur tel ou telle force politique.

La construction d'une alternative à cette nouvelle situation ne pourra devenir réalité qu'à partir d'une large mobilisation sociale bâtie hors des vieilles institutions politiques et syndicales qui font-elles partie de la vieille politique. Celles-ci fonctionnent selon leur nature, selon la logique du système capitaliste et dans un cadre de reproduction du monde tel qu'il a été, tel qu'il va. Après des années de « construction européenne », ces organisations sont réduites à proposer un retour au passé comme « règlement » des problèmes globaux d'aujourd'hui, continuent à penser et à agir dans des cadres nationaux. On ne peut s'attendre qu'elles mènent une lutte pour transformer le système économique qui est la cause du désastre actuel, et au fonctionnement duquel elles participent. La seule opposition « responsable et constructive » qui leur est désormais réservée est celle d'un « réformisme à rebours », une cogestion de l'austérité et de l'appauvrissement des sociétés. Mis à part quelques déclarations d'intention, rien n'est fait pour mettre en rapport les luttes qui se déroulent de part et d'autre des frontières. La situation portugaise est à cet égard révélatrice. En effet, les mouvements qui se déroulent en Espagne contre la destruction des services publics, contre les expulsions, pour des occupations et expropriations, sont la plupart du temps, du côté portugais, passés sous silence ou largement ignorés. Alors que la solidarité pourrait, au contraire, donner un élan à l'opposition aux politiques du capitalisme européen. Le retour à des discours « nationalistes » est la caution de la défaite, la confirmation que les vieilles organisations ne défendent les salariés que dans les périodes où l'exploitation peut se reproduire avec rentabilité pour les capitalistes. Ce sont ces évidences générales qui éclatent au grand jour aussi au Portugal, petit pays fragile de la périphérie du capitalisme européen.

La poursuite de la récession économique accroît les inégalités, gangrène le quotidien et décompose le tissu social. Ce pays, aujourd'hui si convoité par le touriste européen à la recherche d'une vie paisible sous le soleil du Sud est un pays qui se meurt, qui se vide. Avec un index de fécondité de l'ordre de 1,28 et avec une population en décroissance depuis des années, le Portugal est aujourd'hui le huitième pays du monde en termes de vieillissement, un cinquième de la population ayant dépassé les 65 ans. Un sur quatre de ces « anciens » est en situation de pauvreté, forcé de choisir entre un repas par jour et se soigner (5) ... Pauvreté qui s'étend comme tache d'huile aux prolétaires de tous les âges. À peine 40 % des chômeurs sont encore maigrement indemnisés et ceux qui peuvent marcher prennent le chemin d'une émigration précaire et sans perspectives (6).

Malgré la résignation, l'inaction et l'impuissance, il est manifeste que la tension sociale ne retombe pas et l'énorme fissure dans le consensus social dévoile le contenu de classe de la société. Gouverner l'appauvrissement des pauvres alors que les riches sont de plus en plus riches, se révèle une rude tâche, demande un usage accru de la répression (7).

Dans de telles circonstances, le réveil de franges de la jeunesse et de minorités de salariés décidés à s'opposer à la destruction de leurs conditions de vie est un signe de vie, émancipateur. Il préserve le fil et la continuité de la révolte contre le système inique et sa violence. Pour reprendre la réflexion du texte Sur le passage de quelques milliers de personnes à travers une assez courte unité de temps, cet espoir est aussi « un appel à parcourir ensemble le chemin accidenté et semé de bifurcations qui s'ouvre devant nous,

avec les choix et les risques que cela implique. Nous sommes face à l'inconnu et à l'imprévisible. Nous vivons des temps intéressants. » (8). On serait tenté d'ajouter que si l'inconnu est un avenir que nous partageons avec nos ennemis, défenseurs du système capitaliste, l'imprévisible est, par contre, notre territoire fertile, celui du projet émancipateur.

Avril 2014  
Jorge Valadas

(1) Entrevista de Pedro Lomba, membro do governo actual, Jornal i, 4 abril, 2014. Pedro Lomba é um dos representantes da nova casta politica que se reclama da "nova direita", militante activo nas diversas frentes da produção ideologica, universitario, advogado, jornalista.

(2) Nous ouvrières de la Sogantal (1974-1977), de Nadejda Tilhou, Alter Ego Productions, Paris, 2008 (<http://www.alterego-prod.com/?p=132>).

(3) Sobre a passagem de alguns milhares de pessoas por um breve periodo de tempo. Edicoes Antipaticas, Lisboa, 2013.

(4) Communiqué du syndicat CGTP de l'entreprise, publié dans la presse.

(5) Rapport du Conseil économique et social portugais, 30 septembre 2013.

(6) Il y a aujourd'hui en Europe plus d'un million de « travailleurs détachés », dont le salaire est de 30 à 40 % inférieurs à celui du pays d'« accueil ». Les Portugais et les travailleurs de l'Est constituent l'essentiel de cette main d'œuvre « low cost ». Rien qu'en France, on évalue à environ 20 000 le nombre de travailleurs portugais dans cette situation.

(7) Les successives manifestations de policiers sont un signe supplémentaire de la crise de l'appareil d'État. Ce n'est point rassurant pour la classe politique que l'insatisfaction gagne les institutions qui sont les remparts de protection du système.

(8) Sur le passage de quelques milliers de personnes à travers une assez courte unité de temps, op. cit.

**Jorge Valada a publié la Mémoire et le Feu, Portugal : l'envers du décor de l'Europland, aux éditions L'Insomniaque, en 2006. Sous le nom de Charles Reeve, Valadas a fait paraître chez L'Insomniaque avec Hsi Hsuan-wou : Bureaucratie, bagnes et business (1997). Il a également publié de nombreux ouvrages politiques et historiques sur le développement du capitalisme en Chine entre autre Le tigre de papier (Ed. Spartacus, 1972), visant à dénoncer l'imposture maoïste. Sur le Portugal son pays d'origine, il a publié : Portugal, l'autre combat (Ed Spartacus, 1975), L'Expérience portugaise (Ed. Spartacus, 1976) et Les Œillets sont coupés (Ed. Paris-Méditerranée, 1999).**